



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
PADERBORN

Entretiens sur l'architecture

Viollet-le-Duc, Eugène-Emmanuel

Paris, 1872

Conclusion

[urn:nbn:de:hbz:466:1-66733](https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:hbz:466:1-66733)

CONCLUSION

Cet ouvrage n'a pas la prétention de présenter un cours d'architecture théorique ou pratique complet, de donner aux architectes qui entrent dans la carrière ou au public, un résumé des connaissances nécessaires à ceux qui s'occupent de l'art de bâtir. Écrits successivement, les *Entretiens* ne sont que des jalons posés en vue de faire comprendre quelle serait la direction à donner aux études d'architecture, en supposant qu'on voulût un jour se préoccuper de cette question.

Par des motifs de diverses natures, un intervalle de plus de douze ans s'est écoulé entre le jour où paraissait le premier de ces *Entretiens* et le moment où paraîtra le dernier. Cependant des sentiments étrangers à l'art dont je cherchais et je chercherai toujours, je l'espère, à défendre la cause, n'ont jamais influencé ma pensée.

Commencé avec une parfaite indépendance, cet ouvrage se termine avec la même disposition d'esprit et la conviction la plus profonde, que l'art ne peut se développer et se maintenir à un niveau élevé que par la liberté jointe à une étude incessante des conditions nouvelles imposées chaque jour à la civilisation par la science.

Dans cet intervalle, des essais insuffisants ont été tentés pour redonner aux études de l'architecture une direction plus sérieuse et plus libérale; des événements cruels ont soumis notre pays aux plus dures épreuves. Chacun a reconnu qu'il fallait faire des efforts prodigieux pour replacer la France au niveau qu'elle doit occuper en Europe, dans l'intérêt même de la civilisation, sinon pour son propre avantage. Jusqu'à cette heure, on ne peut dire si la réaction salutaire en faveur des études, dont tout le monde comprend l'imminente opportunité, passera des paroles aux faits; et en vérité, ce n'est pas lorsqu'une année à peine nous sépare des terribles secousses auxquelles le pays a été soumis, qu'on peut exiger de

lui le rétablissement complet de son sang-froid et une allure régulière. C'est aux hommes de bonne volonté à essayer de faire chaque jour un pas en avant, et de remettre de l'ordre dans les esprits aussi bien que dans les choses. Reconnaître que l'enseignement manque en beaucoup de points, c'est quelque chose, mais ce n'est pas avoir acquis l'instruction ; et entre le désir de posséder et la possession, il y a de la marge. C'est cette marge qu'il nous faut remplir sans tarder. Encore est-il bon de savoir quelle est son étendue.

Notre tempérament, en France, nous fait passer rapidement d'un extrême à l'autre, et autant on était disposé, sous le dernier régime, à trouver que tout était pour le mieux dans le domaine intellectuel français ; autant on se complaisait dans une infatuation que les esprits les plus sages ne parvenaient pas à émouvoir, autant aujourd'hui on est disposé à dénigrer nos qualités, notre savoir, notre état social. Tâchons d'être justes, et ne décourageons pas les esprits faciles à effaroucher en leur exagérant la somme des efforts qu'il nous faut faire. Nous nous placions trop haut, c'est certain ; mais il y aurait autant de danger pour l'avenir du pays à nous placer trop bas. Nos malheurs ne nous ont pas fait perdre nos qualités, ils n'ont fait que mettre à découvert à nos propres yeux les défauts que le pays seul, en Europe, ne voulait point voir.

La dernière parole de Septime Sévère mourant : « *Laboremus* » est dans toutes les bouches. C'est une belle parole ; passons à la pratique.

Mais il y a deux manières de travailler : il y a le travail méthodique, conséquence de l'esprit de suite, de l'examen et de l'observation ; il y a aussi le travail diffus, agité, improductif, et que l'on ne saurait mieux comparer qu'au mouvement que se donne un écureuil dans une cage cylindrique montée sur pivots. Il ne faudrait pas que l'effarement du pays l'empêchât de distinguer, entre ces deux manières de travailler, celle qui peut seule le tirer de son abaissement et lui promettre des jours meilleurs.

Si l'effroyable secousse que vient d'éprouver la France n'était pas un avertissement, si le pays croyait — quelle que soit la forme de gouvernement qu'il se donne — pouvoir vivre de sa vie passée ; son rôle, au milieu des États européens, serait fini.

Beaucoup de personnes, en regrettant notre prospérité déchuë, notre gloire effacée, s'imaginent volontiers qu'il suffirait de replacer une étiquette au frontispice du pays : Empire ou Monarchie, pour faire renaître cette prospérité et retrouver cette gloire séculaire qui faisait notre orgueil !... Illusion déplorable !... Nulle étiquette ne pourra cacher ce dont nous avons été les témoins ; nulle étiquette ne donnera le change à ces

millions d'ennemis qu'une politique astucieuse et prévoyante a longuement dressés contre l'esprit français et son influence.

Nous n'avons plus qu'une voie de salut, qu'une seule manière de prendre cette revanche dont quelques-uns parlent si légèrement, c'est le recueillement dans un travail persistant, suivi, ordonné, organisé par l'initiative privée, dans toutes les classes : politique, industrie, commerce, agriculture, finances, guerre, sciences, arts et belles-lettres.

Or, il faut nous persuader que nos moyens d'instruction sont insuffisants, puisqu'ils nous ont laissé dépasser par ces voisins envieux, à l'esprit lourd et cauteleux, et chez lesquels, dans notre naïveté, nous ne voyions naguère que des émules.

Le sentiment patriotique est voilé chez nous, — espérons qu'il n'est pas éteint ; — l'instruction peut seule le développer de nouveau, comme elle l'a développé chez nos voisins d'outre-Rhin, après les guerres du commencement du siècle. Non que je croie bon de faire servir la diffusion des connaissances dans le peuple à exciter, en faussant l'histoire et les faits présents, des passions haineuses à l'égard de ces voisins. Tôt ou tard, ces procédés nuisent à ceux qui les emploient ; et d'ailleurs, je ne crois pas qu'ils pussent réussir au milieu d'une nation dont le sens critique est naturellement éveillé, et je crois, par contre, que l'honnêteté en toute chose est encore la plus habile des conduites, aussi bien dans la politique que dans les actes ordinaires de la vie ; d'autant qu'il n'est pas nécessaire d'être dupe ou ignorant, si l'on est honnête. L'instruction libérale, largement comprise, détruirait bon nombre de préjugés qui aujourd'hui nous divisent. Et je n'entends pas parler seulement de l'instruction primaire, mais aussi du haut enseignement, qui est resté chez nous étroit, exclusif, et tend plutôt à parquer les intelligences qu'à leur ouvrir des vues étendues sur toutes choses. Pour ne parler que de l'architecture, l'École n'émet que des formules bornées et n'a même plus de doctrines ; elle n'influe sur l'esprit des élèves que par l'appât des récompenses et l'espérance des places, conséquences de l'obtention de ces récompenses. Loin de chercher à développer l'*individualisme*, elle l'étouffe autant qu'il est en son pouvoir et fait la guerre à l'*originalité*. L'indépendance, l'esprit d'examen lui font peur.

L'Académie des Beaux-Arts prétend, comme la cour de Rome, imposer le dogme de l'infailibilité et excommunier ceux qui se refusent à l'admettre. Et, ce qui est grave, c'est que l'administration se fait l'exécutrice de ses décrets, par indifférence autant que par faiblesse.

Il n'est, à mon sens, qu'un moyen de vaincre ces résistances inertes et de provoquer un sérieux développement des études ; c'est, de la part

de l'État, de ne plus se mêler des choses d'art et de n'étendre sa protection qu'en raison des résultats, non pour faire naître des espérances.

Les artistes, objectera-t-on, sont incapables de se gouverner, et par suite, de s'instruire. Ils en sont incapables assurément, parce qu'on n'a cessé depuis trois siècles de prétendre les gouverner. Mais faudrait-il essayer d'abandonner ce régime? Dans l'état présent, par le fait de cette longue tutelle, chaque artiste voit l'intérêt de ses confrères à travers le sien propre. Quant à l'intérêt de l'art ou des choses touchant à l'art, à son développement et à sa splendeur, chacun le considère comme attaché à sa personnalité d'artiste. Cessez de vouloir tenir la balance égale entre ces intérêts rivaux, personnels ou de coteries; n'essayez pas vainement de tirer quelque chose de ces commissions, comités, réunions; abandonnez un système de protection qui ne protège que la médiocrité.

Après un premier effarement et dans l'état présent des esprits ébranlés par de si rudes épreuves, il s'établira un niveau. Les intelligences droites et élevées qui, par cela même, se tiennent en dehors des questions de coteries et des rengaines d'ateliers, contraintes de sortir de leur neutralité, finiront par débrouiller le vrai au milieu du chaos que la protection ne fait qu'entretenir.

Laissant alors les personnalités de côté, quelle que soit l'école à laquelle ils appartiennent, les artistes de valeur se rattacheront à une idée large et libérale.

Ceux d'entre eux qui aiment leur art sacrifieront, pour le sauver, des questions d'un ordre secondaire.

A vrai dire, je ne crois pas que parmi les sommités dont la place est faite et qui, par un sentiment naturel de conservation, sont peu disposées à tenir l'échelle aux talents naissants, on trouve beaucoup de ces conversions. Je n'ai jamais cru à la sincérité des *nuits du 4 août*. Mais l'émotion gagnera la jeunesse dès qu'elle n'aura plus cet appât énervant des récompenses qui assurent, suppose-t-elle, son avenir; dès qu'elle croira que l'étude et le travail persistants pourront seuls lui assurer le succès public, et non plus seulement ces succès en chambre, obtenus trop souvent par des procédés très-étrangers à l'art.

« N'abandonnez pas les artistes à eux-mêmes, » disent les sommités qui, de la meilleure foi du monde, croient que l'art ne peut se passer de la tutelle de l'État. « Ils sont incapables de gouverner les intérêts de l'art, ce serait la ruine de l'École française! » En vérité, c'est supposer à l'art, en notre temps, une bien grande fragilité que de le croire perdu si l'on supprimait un jour, par exemple, la *Direction des Beaux-Arts*... Comment! l'art en France, au XIX^e siècle, cet art qui vit partout, qui s'infuse dans

notre industrie, dans nos mœurs, dans nos habitations, dans nos vêtements, cet art qui est devenu un besoin, pour ainsi dire inconscient, pour les populations de nos villes; cet art tient à un *bureau*? Supprimez le bureau... il n'y aura plus d'art en France et nous voilà, tout d'un coup, tombés dans la barbarie?

Non, il n'en va pas ainsi, et il est temps de prendre les choses de plus haut. L'art est à nous, dépend de nous, et n'est pas dans les mains d'un mandarinat ou d'une administration. Je suis porté à croire, au contraire, que l'art gagnerait à ce que les artistes fussent responsables de la gestion de leurs intérêts, à ce que la nécessité les obligât à s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, à ce qu'ils eussent le sentiment des devoirs collectifs. Il s'est trouvé, de tout temps, des gens à courte vue qui annoncent la présence de précipices au delà du champ de leur vision. Le propre de l'exercice de la liberté, de l'initiative individuelle, est de donner des résultats qu'aucune prudence humaine ne peut prévoir.

Le rôle de l'État, quant à ce qui touche à l'enseignement des arts en général et de l'architecture en particulier, est d'ouvrir des musées disposés pour l'étude et des bibliothèques, de payer des cours d'un ordre élevé, de faciliter l'enseignement par tous les moyens. Ses encouragements doivent se borner à choisir, parmi les productions, les meilleures; à les bien payer et à les placer comme modèles à suivre; à mettre les monuments qu'il veut élever au concours, en faisant subir aux concurrents des épreuves sérieuses et en les soumettant à un jury aussi impartial que possible, ainsi qu'il a été dit précédemment. En dehors de tout cela, qu'il laisse à l'initiative privée le soin de former les hommes capables, qu'il choisisse ceux-ci à l'épreuve et non parce qu'ils seront prônés par une coterie ou qu'ils auront passé de longues heures dans les antichambres des administrations.

Que l'État ne s'inquiète pas surtout de discerner entre le *grand* et le *petit* art. Cela ne le regarde pas, et il ne se connaît pas plus en ces matières qu'il n'est capable de s'enquérir si les citoyens pratiquent une grande ou une petite dévotion, ou s'ils ne sont point dévots du tout. Si l'État a besoin d'un fonctionnaire, il cherche ou doit chercher un homme intègre et capable; il ne lui demande pas s'il a fait ses pâques; de même s'il a besoin d'un architecte, qu'il lui fasse subir les épreuves propres à prouver ses capacités, qu'il s'informe de ses précédents, qu'il s'assure de l'honorabilité de son caractère; mais qu'il ne prenne pas la responsabilité de l'élever, de l'instruire, de l'entretenir jusqu'au moment où il croira devoir l'employer; car si malgré tout cet artiste est incapable, il ne peut s'en prendre qu'à lui, État, de l'insuffisance de l'homme qu'il

a pour ainsi dire façonné. Le rôle de l'État consiste à choisir les hommes capables, il ne dépend pas de lui de les former. Si, par aventure, il est possédé de cette prétention, il constitue les mandarinats, les talents officiels, et se prive des intelligences les plus élevées qui, dans les arts comme dans les sciences, se développent par une suite d'efforts individuels, par la recherche des voies inexplorées.

Les intelligences d'élite ne produisent et ne mûrissent que par la liberté. Pour se faire leur place, elles n'ont besoin ni d'*organisation* ni de *direction*, car ce sont elles qui organisent et dirigent.

Ne mettre aucun obstacle à leur développement, leur offrir tous les éléments d'instruction en leur laissant la faculté de choisir ceux qui leur conviennent, c'est le devoir de l'État. Aller au delà, c'est assurer la prédominance des médiocrités. L'histoire est là qui nous indique les conditions favorables au développement de l'architecture, comme des autres branches de l'art. Or, l'histoire ne nous montre pas, à aucune époque, que le développement des arts ait été le fait d'une intervention de l'État, d'une réglementation officielle. Elle nous enseigne, au contraire, que l'art n'a jamais atteint un sommet élevé que par la liberté la plus complète laissée à ceux qui le cultivent. Elle nous enseigne encore que les arts, et l'architecture surtout, ont jeté un vif éclat pendant les périodes de développement scientifique. L'architecture est sœur de la science, se modifie, progresse avec elle et arrive à son apogée lorsque la science elle-même a fourni une brillante étape. Mais il faut distinguer entre la science pure et l'art; la science n'a pas d'éclipses. Ce qu'elle a acquis par l'observation, par l'analyse et les déductions logiques, est acquis et pour ainsi dire incorruptible. Il n'en est pas de même de l'art le plus voisin de la science, de l'architecture. L'architecture, dont les principes sont le plus solidement établis sur la science, peut négliger cet appui jusqu'au point d'en oublier la valeur et arriver à la décadence. Elle ne se relève qu'en se retrem pant dans cette source vivifiante de la science. Les faits nous prouvent l'exactitude de cette observation. Sans remonter plus haut que l'époque hellénique, nous voyons que le Parthénon, cet exemple éminemment splendide de l'architecture dorienne, est entièrement établi sur des lois géométriques et arithmétiques très-délicatement appliquées (1). Sans avoir eu l'avantage de converser avec l'architecte du Parthénon, je suis certain qu'on l'eût

(1) Voyez, à ce sujet, les travaux de MM. Aurès et Choisy, ingénieurs, lesquels établissent de la manière la moins discutable les lois de nombres et tracés purement géométriques qui ont servi à l'architecte Ictinus pour élever ce chef-d'œuvre incomparable. Il est assez piquant que ces recherches et ces découvertes soient dues à des ingé-

beaucoup surpris si l'on avait soutenu devant lui que l'architecture peut se passer des lois scientifiques. Il aurait répondu en produisant simplement les plans et élévations cotés de son chef-d'œuvre, le Parthénon, où tous les nombres sont disposés d'après une méthode corrélatrice, qui ne peut être à coup sûr le produit du hasard ou de la fantaisie. Il n'en est pas moins certain que bien que les connaissances en arithmétique et en géométrie n'aient point été négligées après Ictinus, les monuments élevés par ses successeurs ne valent pas le sien. Ictinus avait su faire l'application complète de la science acquise à l'art qu'il professait, et l'on ne saurait soutenir que, sans cette science acquise, il eût pu produire l'œuvre que nous admirons encore et qui satisfait si complètement la vue par la parfaite harmonie de l'ensemble.

L'art romain atteint de son côté une singulière grandeur par l'exacte application des connaissances acquises à l'architecture. Ces connaissances sont pratiques et dues plutôt à l'observation matérielle qu'aux spéculations théoriques chères aux Grecs ; aussi les monuments vraiment romains sont-ils fortement empreints de ce sens pratique, de cette observation attentive des lois de stabilité et de cohésion des matériaux. C'est à l'exactitude de ces observations que cette architecture doit son principal mérite, et c'est par là surtout qu'elle nous cause une profonde impression bien plutôt que par une ornementation d'emprunt très-vulgaire le plus souvent, si surtout on la compare aux œuvres grecques. Voilà donc une architecture nouvelle, celle des Romains, qui mérite le nom d'art, parce qu'elle s'appuie aussi sur un état de la science d'observation à un moment donné. Cette science ne se perd pas sous les derniers empereurs, et cependant l'architecture laisse en oubli ces principes qui l'avaient élevée si haut pendant le premier siècle de notre ère.

Survient la longue période de barbarie qui suit la fin de l'empire d'Occident. Nous voyons vers le commencement du ^{xii} siècle seulement l'architecture se relever et chercher à abandonner les derniers souvenirs altérés des traditions romaines. La renaissance de l'architecture en Occident, vers le milieu du ^{xii} siècle, coïncide exactement avec le grand mouvement intellectuel de cette époque dans les lettres, les sciences et les études philosophiques.

C'est au commencement du ^{xiii} siècle que les esprits se tournent

nieurs, tandis que tant d'architectes qui ont passé de longs mois à Athènes à mesurer le Parthénon, n'avaient point songé à se rendre compte de ces lois, et n'ont su que nous envoyer des *images* plus ou moins fidèles de ce monument. Cela seul indiquerait combien l'enseignement officiel donné à nos architectes pêche par la base.

vers les sciences physiques et mathématiques ; aussitôt l'architecture s'allie au mouvement et modifie du tout au tout les formes traditionnelles qu'elle avait conservées jusqu'à ce moment.

Le même phénomène se produit au xvi^e siècle, et c'est encore en s'appuyant sur le progrès scientifique de cette brillante époque qu'elle modifie les formes surannées de la période dite gothique.

Or, peu de siècles présentent autant que le nôtre une série de progrès scientifiques d'une valeur incontestable... Nos architectes, comme leurs devanciers, vont-ils s'empressez de recourir à cette source de rénovation ? Non ; ils préfèrent nier l'influence nécessaire de la science sur l'art et nous donner des monuments de style bâtard, plus ou moins inspiré de l'architecture de décadence des deux derniers siècles. Eh bien ! je le redis en finissant : s'ils persistent à nier ainsi la lumière, à refuser à la science le concours qu'elle ne demande qu'à leur prêter, les architectes ont fini leur rôle ; celui des ingénieurs commence, c'est-à-dire le rôle des hommes adonnés aux constructions, qui partiront des connaissances purement scientifiques pour composer un art déduit de ces connaissances et des nécessités imposées par notre temps.

FIN DU VINGTIÈME ET DERNIER ENTRETIEN.

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.